



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

dette publique

Question au Gouvernement n° 3169

Texte de la question

ENDETTEMENT PUBLIC

M. le président. La parole est à M. Gilles Carrez, pour le groupe UMP.

M. Gilles Carrez. Ma question s'adresse au ministre de l'économie et des finances.

Depuis vingt-cinq ans, depuis 1981 pour être précis, l'État a pris la mauvaise habitude de dépenser davantage qu'il n'a de ressources. Tous ces déficits, il a fallu les financer par emprunt. Résultat, la dette publique dépasse aujourd'hui 1 100 milliards d'euros, 17 000 euros par Français, plus de 100 000 francs. C'est insupportable.

Le Gouvernement, la majorité ont décidé de stopper cette dérive, en prenant deux décisions : depuis 2003, les dépenses de l'État sont stabilisées, et tous les surplus de recettes par rapport aux prévisions sont affectés au désendettement. Nous faisons le contraire du gouvernement socialiste qui, je le rappelle, en 1999, avait dilapidé la cagnotte en dépenses supplémentaires. (*Protestations sur plusieurs bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Les résultats sont au rendez-vous, la dette de notre pays a commencé à diminuer. Je sais, monsieur le ministre, que vous êtes très attaché à cette politique de désendettement. Aussi, je voudrais vous poser deux questions. Nous allons bientôt avoir les comptes définitifs de l'année 2006. Pouvez-vous nous confirmer que la dette a diminué fortement et que, pour la première fois depuis très longtemps, l'État n'a pas eu besoin d'emprunter pour payer les intérêts de sa dette ?

Ma seconde question concerne l'avenir. Pour assurer la sécurité des Français, pour assurer la défense de notre pays, nous avons été capables de voter des lois de programmation pluriannuelles, qui garantissent dans la durée les moyens indispensables. Pour assurer l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants, ne pensez-vous pas nécessaire de voter une loi de programmation qui nous oblige sur plusieurs années à rétablir définitivement l'équilibre de nos comptes et à alléger le fardeau de la dette qui pèse sur les générations futures ?

(*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Thierry Breton, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Vous l'avez rappelé, monsieur Carrez, le désendettement de la France est l'un des projets majeurs que nous avons souhaité réaliser avec Dominique de Villepin. L'héritage est ce qu'il est, nous avons accumulé les déficits pendant vingt-cinq ans et, contrairement à tous les autres pays européens, nous n'avons pas saisi entre 1997 et 2002 (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste*) une opportunité exceptionnelle, compte tenu de la croissance, de nous désendetter rapidement.

Qu'avons-nous fait ? Vous le savez mieux que quiconque, et je tiens à rendre hommage à votre action de rapporteur général mais également de rapporteur de la commission des finances publiques, qui a fixé le cap de la France pour les cinq ans qui viennent.

Je vous confirme qu'en 2006, nous nous sommes fixés pour la première fois dans notre histoire budgétaire un objectif ambitieux, celui de réduire l'endettement de la nation de deux points. Même si nous ne connaissons pas encore les chiffres définitifs, qui ne seront arrêtés par l'INSEE qu'au mois de mars, j'ai bon espoir qu'on puisse l'atteindre et peut-être même le dépasser.

D'ici à la fin de la semaine, j'annoncerai avec Jean-François Copé le solde de l'exécution budgétaire de la nation. Notre objectif était de passer à 2,8, puis à 2,7 % du PIB, et nous avons bon espoir de faire mieux. Pour la

première fois, l'État n'emprunte pas pour rembourser les intérêts de la dette.

Alors que l'objectif de désendetter la France est partagé par tous les membres de l'UMP, certains proposent par exemple, de l'autre côté de l'hémicycle, de nationaliser EDF, soit 11 milliards d'euros,...

M. Jean Glavany. Vous êtes un rigolo ! C'est honteux !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ...ou de généraliser les 35 heures, ce qui représente 4 milliards d'euros par an. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) Tout cela, dans un moment de lucidité, leur permet de se chamailler pour essayer d'inventer de nouveaux impôts.

Oui, mesdames, messieurs les députés, la rigueur dans l'exécution budgétaire est bien du côté droit de l'hémicycle ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Données clés

Auteur : [M. Gilles Carrez](#)

Circonscription : Val-de-Marne (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3169

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 18 janvier 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 18 janvier 2007